



Communiqué de presse CS/2712

Conseil de sécurité
5002^e séance – matin

LA FIN DE L'OCCUPATION DE LA BANDE DE GAZA OFFRIRAIT L'ESPOIR D'UNE RELANCE DU PROCESSUS DE PAIX, AFFIRME LE COORDONNATEUR SPÉCIAL DE L'ONU AU MOYEN-ORIENT

Dans le cadre de son examen mensuel de la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, le Conseil de sécurité a entendu ce matin un exposé de la situation par M. Terje Roed-Larsen, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, qui a d'emblée déploré l'absence de progrès réalisés dans le processus de paix. Alors que le nombre de victimes aussi bien israéliennes que palestiniennes ne cesse de croître, M. Roed-Larsen a insisté sur l'importance d'une relance de la Feuille de route. A cet égard, il a estimé que le retrait de Gaza et de différents secteurs de la Jordanie réalisé de façon appropriée, ouvrirait une brèche jusqu'alors inexistante dans la direction de la paix. Selon lui, la fin de l'occupation de la bande de Gaza représenterait la mesure la plus importante depuis la reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'OLP. Malgré les souffrances, l'espoir demeure, a souligné le Coordonnateur spécial rappelant que 68% des Israéliens appuyaient un retrait de Gaza et 54% soutenaient les négociations de paix avec les Palestiniens, tandis que 72% des Palestiniens continuaient d'être favorables à la réconciliation entre les deux peuples. Cependant, pour que cette initiative soit couronnée de succès, a prévenu M. Roed-Larsen, il faut que chacune des parties assume ses responsabilités: que le retrait israélien de la Bande de Gaza soit total et complet et que l'instauration par l'Autorité palestinienne d'un régime de sécurité soit fiable.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Exposé du Coordonnateur spécial pour le processus de paix et Représentant personnel du Secrétaire général au Moyen-Orient

M. TERJE ROED-LARSEN, Coordonnateur spécial pour le processus de paix et Représentant personnel du Secrétaire général au Moyen-Orient, a fait savoir que depuis sa dernière intervention, le 23 juin, devant le Conseil de sécurité, 62 Palestiniens et 7 Israéliens étaient morts et plus de 580 personnes avaient été blessées au cours des nombreux incidents opposant les deux parties. A moins que les deux parties n'agissent immédiatement pour interrompre cette tragédie et reprendre les négociations, d'autres victimes perdront la vie, a fait savoir M. Roed-Larsen.

Ces événements sanglants marquent une absence de progrès dans le processus politique, a regretté M. Roed-Larsen. Alors que la communauté internationale a mis au point la Feuille de route, les deux parties ont choisi de ne pas répondre à cet appel. Il s'agit, de la part de l'Autorité palestinienne et du Gouvernement d'Israël, d'un phénomène de poursuite de politiques contraire à leurs propres intérêts, a-t-il indiqué. L'Autorité palestinienne n'a pas agi sur le terrain pour mettre fin à la violence et le Gouvernement israélien n'a pas rendu le quotidien des populations palestiniennes plus facile non plus. Les progrès en matière de réforme de l'Autorité palestinienne sont lents et marqués par l'absence de volonté politique, a-t-il regretté. Des élections locales sont prévues à l'autonomie prochain, mais aucun progrès n'a été enregistré dans la constitution d'institutions démocratiques. La communauté internationale est prête à appuyer le

processus électoral, a fait savoir M. Roed-Larsen, car des normes internationales minimales doivent être respectées pour la conduite d'élections libres. Les domaines où des progrès ont été enregistrés sont les finances et l'administration publique. En revanche, a-t-il dit, peu de progrès ont été réalisés en matière judiciaire ainsi que dans la réforme concernant la sécurité.

M. Roed-Larsen a souligné que tous ceux qui aspiraient à la paix avaient déjà exhorté le Président Arafat de prendre immédiatement des mesures nécessaires pour restaurer la crédibilité de l'Autorité palestinienne. Le Quatuor, de même que les partenaires de paix arabes, ont été tout aussi actifs pour faire en sorte que les réformes nécessaires soient prises. Les éléments de ces réformes sont clairs pour tous, a-t-il précisé. Il s'agit de consolider tous les organes de sécurité au sein de trois corps principaux, sous l'autorité d'un ministre de l'intérieur efficace qui rende compte à un Premier Ministre aux pouvoirs renforcés. Selon M. Roed-Larsen, rien n'indique pour le moment des progrès constructifs, et la paralysie de l'Autorité palestinienne est devenue évidente.

Le Coordonnateur spécial est également revenu sur la décision de la Cour internationale de justice (CIJ), le 9 juin, qui déclare illégale la construction d'un mur israélien en territoire palestinien occupé, ainsi que sur une décision de la Haute Cour de justice israélienne, le 30 juin, ordonnant au Gouvernement israélien de modifier le tracé du mur. M. Roed-Larsen a rappelé que le Secrétaire général avait soumis un rapport détaillé sur l'édification du mur israélien et ses conséquences et qu'il avait communiqué l'avis consultatif de la CIJ à l'Assemblée générale. Il appartient aux organismes appropriés des Nations Unies d'examiner cette question et de décider des prochaines mesures, a affirmé le Coordonnateur spécial. M. Roed-Larsen a par ailleurs fait état des conséquences du conflit sur l'économie palestinienne, citant un récent rapport de la Banque mondiale qui qualifie la récession actuelle de « pire de l'histoire ». La situation humanitaire dans les Territoires palestiniens occupés continue pour sa part d'être grave, a-t-il observé. Selon la Banque mondiale, le chômage atteint 28% de la population active, soit 230 000 personnes, tandis que la moitié des Palestiniens vivent en dessous du seuil de pauvreté. M. Roed-Larsen a souligné que des espoirs demeuraient, malgré les souffrances. Il a indiqué que 68% des Israéliens appuyaient un retrait de Gaza et 54% soutenaient les négociations de paix avec les Palestiniens, tandis que 72% des Palestiniens continuaient d'être favorables à la réconciliation entre les deux peuples. Selon le Coordonnateur spécial, cette initiative de retrait unilatéral offre une occasion unique de relancer le processus de paix. Si le retrait est effectué de la bonne façon, il nous permettra d'atteindre nos objectifs, a-t-il dit. Il a néanmoins constaté que certains Israéliens et Palestiniens soulevaient des réserves sur cette initiative et son impact possible sur le processus de paix. Ces craintes, si elles ne sont pas sans fondement, sont trop souvent utilisées comme prétexte à l'inaction et à la passivité, a-t-il jugé.

La fin de l'occupation de Gaza serait la mesure la plus importante depuis la reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'OLP et constituerait un modèle qui permettrait aux parties de progresser, a affirmé M. Roed-Larsen. Cependant, pour que les retraits réussissent, il faut que chacune des parties assume ses responsabilités. Israël doit procéder à un retrait total et complet de la Bande de Gaza. L'Autorité palestinienne doit pour sa part comprendre qu'un retrait sans l'instauration d'un régime de sécurité fiable est la meilleure façon de reprendre le conflit. La crédibilité de l'Autorité palestinienne est en jeu, a estimé M. Roed-Larsen. La communauté internationale doit aussi accomplir une tâche essentielle: elle doit prendre les parties par la main et les emmener sur la voie de la paix.

Pour ce qui est de la situation entre le Liban et Israël, M. Roed-Larsen a qualifié la situation de relativement calme en dépit des violations de l'espace aérien libanais perpétrées par Israël. Il faut que toutes les parties s'imposent une discipline et évitent de se lancer dans une escalade de la violence. M. Roed-Larsen a formulé l'espoir que le calme relatif qui règne dans la région depuis un mois manifeste bien le souhait des parties d'encourager la stabilité dans la région. En revanche, il a regretté qu'aucun progrès n'ait été accompli dans les négociations de paix.